



CHAPITRE 85

Loi concernant la ville de Val d'Or

[Sanctionnée le 12 février 1953]

CHAPTER 85

An Act respecting the town of Val d'Or

[Assented to, the 12th of February, 1953]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Val d'Or a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et nécessaire à la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 1 George VI, chapitre 121 (1937), modifiée par les lois 2 George VI, chapitre 118 (1938); 4 George VI, chapitre 96 (1940); 8 George VI, chapitre 65 (1944); 9 George VI, chapitre 152 (1945); 10 George VI, chapitre 75 (1946); 11 George VI, chapitre 106 (1947) et 14 George VI, chapitre 110 (1950), soit de nouveau modifiée aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenu dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1937,
c. 121,
a. 27d, aj.

1. La loi 1 George VI, chapitre 121, est modifiée en ajoutant, après l'article 27c, édictée par l'article 2 de la loi 10 George VI, chapitre 75, l'article suivant:

Pavage
autorisé.

"27d. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, sur requête représentant au moins cinquante-et-un pour cent du front des terrains longeant une rue, la ville est autorisée à faire du pavage en asphalte ou autre matériau semblable aux conditions suivantes:

Preamble.

WHEREAS the town of Val d'Or has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and necessary for the proper administration of its affairs, that its charter, the act 1 George VI, chapter 121 (1937), amended by the acts 2 George VI, chapter 118 (1938); 4 George VI, chapter 96 (1940); 8 George VI, chapter 65 (1944); 9 George VI, chapter 152 (1945); 10 George VI, chapter 75 (1946); 11 George VI, chapter 106 (1947) and 14 George VI, chapter 110 (1950), be again amended in order to grant it more extensive powers;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The act 1 George VI, chapter 121, is amended by adding, after section 27c, enacted by section 2 of the act 10 George VI, chapter 75, the following:

1937,
c. 121,
s. 27d,
added.

Paving
author-
ized.

"27d. Notwithstanding any inconsistent legislative provision, upon petition representing at least fifty-one per cent of the frontage of the lands bordering on a street, the town is authorized to carry out paving with asphalt or other similar material on the following conditions:

Approba- tion.	Cette requête sera approuvée par le conseil de la ville et le ministre des affaires municipales.	Such petition must be approved by the town council and the Minister of Municipal Affairs.	Approval.
Paiement.	Le coût de ces travaux pour une largeur de vingt-deux pieds au centre de la rue sera payé à même les fonds généraux de la ville.	The cost of such works for a width of twenty-two feet in the center of the street shall be paid out of the general funds of the town.	Payment.
Cotisation spéciale.	Le coût des travaux entre la bordure du trottoir et les vingt-deux pieds au centre de la rue et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés, conformément aux règlements de la ville et aux termes de l'article 583 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233) et, à cette fin, la ville est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer tous ces travaux.	The cost of the works between the edge of the sidewalk and the twenty-two feet in the center of the street and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage of their properties, in conformity with the by-laws of the town and the terms of section 583 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) and for such purpose, the town is authorized to borrow all the necessary money to pay for all such works.	Special assess- ment.
Terme des emprunts.	Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt.	The terme of each of such loans shall not exceed that of a special assessment made for the works for which such loan is made.	Term of loans.
Règle- ment.	Ces emprunts doivent être ordonnés par règlement du conseil de la ville, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables, comme l'exigent les articles 581 et suivants de ladite Loi des cités et villes, mais ils doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.	Such loans shall be ordered by by-law of the town council, but shall not be subject to the approval of the rate payers, as required by sections 581 and following of the said Cities and Towns Act, but they must be approved by the Lieutenant-Governor in Council.	By-law.
Émission d'obliga- tions.	Ils doivent être faits au moyen d'une émission d'obligations ou de débentures émises conformément aux dispositions de la charte, ou, à défaut de dispositions à ce sujet dans la charte, conformément à la Loi des cités et villes.	They shall be made by means of an issue of bonds or debentures issued in accordance with the provisions of the charter, or in the absence of provisions on the subject in the charter, in accordance with the provisions of the Cities and Towns Act.	Bonds issue.
Spécifi- cation.	Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de la ville, sans qu'il n'ait obtenu de l'ingénieur de la ville une déclaration écrite, sous serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.	Every by-law ordering such a loan shall, in each case, clearly specify the object of such loan, and no by-law of this nature shall be adopted by the town council unless a written declaration has been obtained from the town engineer under his oath of office, attesting the total cost of the works for which such loan is required, and that the works have been entirely executed.	Specifi- cation.
Fonds d'amor- tissement.	La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux	The special assessment, collected from the interested proprietors for permanent	Sinking- fund.

permanents faits en vertu du présent article, constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations ou débetures émises pour le paiement de ces travaux et au rachat de ces obligations et actions enregistrées à leur échéance, et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la ville.

Emprunts
aux ban-
ques.

La ville est autorisée à emprunter de la banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque avec le produit de la vente desdites obligations ou actions enregistrées.

Délai.

Ces emprunts et la négociation de ces obligations ou débetures doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux."

S.R.,
c. 233,
a. 26, am.
pour la
ville.
Octrois.

2. L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant, après le paragraphe 6°, le suivant: "7° Octroyer des deniers pour aider dans la ville ou ailleurs:

a) aux sociétés scientifiques, artistiques, littéraires, patriotiques, sportives, récréatives, agricoles ou avicoles;

b) à toutes communautés religieuses, hôpitaux, orphelinats et dispensaires;

c) à toutes institutions, associations, conférences, ou organisations de charité, d'orientation, d'hygiène sociale, de tourisme, de bien-être social, moral ou physique;

d) aux associations de scouts et de guides;

e) pour maintenir ou aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques et musées publics, et contribuer à l'entretien des chemins d'hiver en dehors de la ville, le tout aux conditions que le conseil pourra imposer.

Les octrois ainsi appropriés ne devront pas dépasser la somme totale de dix mille dollars annuellement; cette somme pourra être distribuée au gré du conseil par des résolutions."

Location
de bu-
reaux.

3. La ville de Val d'Or peut accorder la location de bureaux dans l'édifice appartenant à la ville et connu comme étant

works carried out under this section, shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to paying the interests on the bonds or debentures issued for the payment of such works, and to redeem such debentures or registered stock at maturity, and such interest and sinking-fund shall nevertheless remain a charge against the general funds of the town.

The town is authorized to borrow from a bank the necessary money for the execution of such works. Such loan shall be reimbursed to the bank out of the proceeds of the sale of the said debentures or registered stock.

Borrow-
ing from
banks.

Such loans and the negotiation of such bonds or debentures shall be made within the year following the completion of the works."

Delay.

2. Section 26 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 6 the following paragraph: "7. Grant moneys to assist, in the town or elsewhere:

R.S.,
c. 233,
s. 26, am.
for town.
Grants.

a. scientific, artistic, literary, patriotic, sporting, recreational, farming or poultry associations;

b. any religious community, hospital, orphanage or dispensary;

c. any institution, association, conference or organization existing for purposes of charity, vocational guidance, social hygiene, travel or social, moral or physical welfare;

d. boy scouts and girl guides associations;

e. to maintain or aid in the establishment and maintenance of public libraries and museums, and contribute to the upkeep of winter roads outside the town, the whole on such conditions as the council may prescribe.

The grants so appropriated shall not exceed the total sum of ten thousand dollars annually; such sum may be distributed by resolution at the will of the council."

3. The town of Val d'Or may grant the lease of offices in the building belonging to the town and known as Town Hall, and the

Lease of
offices.

l'Hôtel-de-Ville, et le conseil de la ville peut de temps à autre, par résolution, en déterminer les conditions des baux.

town council may, from time to time, by resolution establish the conditions for such leases.

S.R.,
c. 233,
a. 429a,
aj. pour
la ville.

4. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant, après l'article 429, le suivant:

4. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 429, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429a,
added
for town.

Billet
d'assigna-
tion.

"429a. Dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule, une copie de ce billet et en apporter l'original au département de la circulation de la ville.

"429a. In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, at the place where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the town traffic department.

Notice of
summons.

Paiement
pour
éviter
plainte.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle, en se présentant au département de la circulation de la ville, et en y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le caissier du département en question, libèrent ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the town traffic department and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of the said fine and the receipt therefor given to him by the cashier of the department in question shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

Payment
to avoid
com-
plaint.

Plainte.

Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, le secrétaire-trésorier peut porter contre elle une plainte, conformément à la loi.

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, the secretary-treasurer may lodge against him a complaint according to law.

Com-
plaint.

Percep-
tion va-
lidée.

Les sommes déjà perçues comme amendes par la ville, suivant ce mode de perception des amendes, sont déclarées avoir été légalement perçues et la ville est autorisée à les retenir."

The sums already collected as fines by the town according to this mode of collection, are declared to have been legally collected and the town is authorized to retain the same."

Collection
ratified.

S.R.,
c. 233,
a. 446a,
aj. pour
la ville.

5. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Val d'Or, en ajoutant après l'article 446, remplacé pour ladite ville, par l'article 4 de la loi 4 George VI, chapitre 96, le suivant:

5. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Val d'Or, by adding, after section 446, replaced for the said town, by section 4 of the act 4 George VI, chapter 96, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 446a,
added
for town.

Augmen-
tation
de taxe
d'eau.

"446a. La ville est autorisée à augmenter la taxe d'eau sur les lots non bâtis à un maximum de quatre pourcent de la valeur du terrain telle que portée au rôle d'évaluation municipale en vigueur; un lot vacant ou non bâti étant un lot sur lequel

"446a. The town is authorized to increase the water-rate on lots not built upon to a maximum of four per cent of the value of the land as entered on the municipal valuation roll in force, a vacant lot or one not built upon being a lot on which

Increase
water-
rate.

il n'existe aucune construction permanente, ou, s'il existe une construction permanente, elle devra valoir au moins mille dollars sur un lot résidentiel, deux mille cinq cents dollars sur un lot industriel et cinq mille dollars sur un lot commercial, d'après le rôle d'évaluation municipale en vigueur."

S.R.,
c. 233,
a. 469,
am. pour
la ville.
Cochers,
etc.

6. Le paragraphe 9° de l'article 469 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"9° Pour octroyer des permis aux cochers de place, camionneurs, rouliers, commissionnaires et à toutes autres personnes ou corporations, sauf un service d'autobus faisant le transport des passagers, des baggages ou des marchandises dans la municipalité et les réglementer; pour prélever desdites personnes ou corporations des droits annuels ou taxes, soit en raison du nombre des véhicules exploités ou autrement, n'excédant pas vingt-cinq dollars pour chaque véhicule, en plus de la taxe d'affaire ordinaire; pour prescrire les endroits dans les rues ou près des gares de chemin de fer où ils peuvent stationner, et pour défendre qu'ils se tiennent ailleurs qu'aux endroits ainsi prescrits; pour faire un tarif des taux à eux payables pour leurs services; pour les forcer à ne pas exiger des taux plus élevés que ceux fixés par le tarif, et pour punir quiconque loue, engage ou emploie l'un d'eux et refuse de le payer suivant le tarif, et pour les contraindre d'accorder leurs services à quiconque les leur demande aux taux portés dans ce tarif;"

S.R.,
c. 233,
a. 528a,
aj. pour
la ville.

Distribu-
teurs au-
tomati-
ques.

7. La Loi des cités et villes est modifiée en ajoutant, pour la ville, après l'article 528, les suivants:

"**528a.** La ville aura également le droit de prélever sur toute personne, société ou corporation possédant ou exploitant de quelque manière que ce soit, tous distributeurs automatiques, jeux mécaniques, phonographes, autorisés par la loi fédérale et fonctionnant au moyen de pièces de monnaie et de jetons, une licence n'excédant pas vingt-cinq dollars pour chaque distributeur automatique, jeu mé-

there is no permanent building, or if there be any permanent building, it must have a value of at least one thousand dollars on any residential lot, two thousand five hundred dollars on any industrial lot and five thousand dollars on any commercial lot, according to the municipal valuation roll in force."

6. Paragraph 9 of section 469 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"9. To license and regulate hackmen, draymen, expressmen, and all other persons or corporations, except an autobus service engaged in carrying passengers, baggage or freight in the municipality; to levy on the said persons or corporations annual fees or taxes, either according to the number of vehicles operated, or otherwise, not exceeding twenty-five dollars for each vehicle, in addition to the ordinary business tax; to prescribe standing places or stations within the streets or near railway stations, where the same may remain while waiting for business, and to prohibit the same from standing or waiting at any other place than the places so prescribed; to establish a tariff of fares payable to them for their services; to compel them not to exact higher fares than those settled by the tariff, and to punish every person who hires, engages, or employs any one of them and refuses to pay him according to the tariff, and to compel them to give their services at the tariff rates to any person applying for such services;"

R.S.,
c. 233,
s. 469,
am. for
town.
Hackmen,
etc.

7. The Cities and Towns Act is amended by adding, for the town, after section 528, the following sections:

"**528a.** The town shall also have the right to collect from any person, association or corporation possessing or operating in any manner whatsoever, every automatic distributor, mechanical game, phonograph, authorized by the federal law and operating by means of coins or counters, a license not exceeding twenty-five dollars for each automatic distributor, mechanical game or phonograph. This

R.S.,
c. 233,
s. 528a,
added
for town.

Automat-
ic distri-
butors.

canique ou phonographe. Le présent article ne s'applique pas aux balances automatiques, ni aux appareils téléphoniques, non plus qu'aux appareils distributeurs de liqueurs douces."

section shall not apply to automatic scales, nor to telephone apparatus, nor to soft drinks distributing apparatus.

Taxe de
neige.

"528b. La ville aura droit d'imposer et prélever une taxe annuelle pour défrayer le coût, en tout ou en partie, de l'enlèvement de la neige et de l'entretien des rues et des trottoirs, en raison de l'étendue de front des propriétés riveraines, jusqu'à un montant de un dollar du pied linéaire annuellement.

"528b. The town shall have the right to impose and levy an annual tax to pay in whole or in part the cost of snow removal and of street and sidewalk maintenance, according to the extent of the frontage of bordering properties, to an amount of one dollar per linear-foot annually. Snow tax

Taxe de
vidanges.

"528c. La ville aura droit d'imposer et prélever une taxe annuelle pour défrayer le coût, en tout ou en partie, de l'enlèvement des vidanges, le coût étant établi par le conseil pour chaque établissement ou logement et pour chaque établissement commercial ou industriel, mais ne devant pas dépasser le maximum de douze dollars par établissement ou logement."

"528c. The town shall have the right to impose and levy an annual tax to pay in whole or in part the cost of garbage removal, the cost being established by the council for each establishment or dwelling and for each commercial or industrial establishment, but it must not exceed twelve dollars per establishment or dwelling." Garbage tax.

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.